



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture
**Service de la coordination
des politiques publiques**
Bureau des procédures environnementales

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société TTM ENVIRONNEMENT de se conformer à
certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral 2006-523 du 12 avril 2007 modifié**

N° 2022-0554

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral 2006-523 du 12 avril 2007 modifié autorisant la société TTM ENVIRONNEMENT à exploiter des installations de traitement de déchets non dangereux au n° 297 du Chemin de l'Écluse – ZI Pré à Varois sur le territoire de la commune de CUSTINES (54 670) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé AN/NW/379_2022 en date du 24 mars 2022, dont copie a été adressée à la société TTM ENVIRONNEMENT, par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du 24 mars 2022 informant la société TTM ENVIRONNEMENT, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement, des faits qui lui sont reprochés et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence de réponse de la société TTM ENVIRONNEMENT au terme du délai déterminé dans le courrier du 24 mars 2022 ;

Considérant que la société TTM ENVIRONNEMENT exploite son établissement de CUSTINES sans respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral 2006-523 du 12 avril 2007 modifié ;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier ceux relatifs à la protection des eaux ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société TTM ENVIRONNEMENT, dont le siège est situé 297 Chemin de l'Écluse – ZI Pré à Varois à CUSTINES (54 670), est mise en demeure pour l'exploitation de ses installations de transit et de traitement de déchets non dangereux situé à la même adresse de transmettre à l'autorité administrative les éléments justifiant que :

- **1-1** : le stockage de déchets de plâtre n'est pas exposé aux intempéries (Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/08/2013 article : 4 – point 9.5.2) ;

dans le délai maximal de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté,

et :

- **1-2** : Les eaux pluviales ruisselant sur les aires de stockages extérieures, les aires de circulation, de stationnement, de chargement et déchargement sont traitées par des dispositifs adaptés (Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/08/2013 article : 3 – point 7.3) et qu'un nouveau contrôle de la qualité des eaux pluviales prélevées sur les 2 points de rejet a été réalisé (Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/08/2013 article : 3 – point 7.4) ;

dans le délai maximal de 4 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à cette injonction, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Recours

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 38 – 54 036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Exécution et information

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur la société TTM ENVIRONNEMENT

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de la commune de Custines

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Nancy, le **13 AVR. 2022**

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Julien LE GOFF